



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'Étincelle

Lisez l'Anticapitaliste ! - <https://lanticapitaliste.org/>

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Lundi 3 mai 2021

La catastrophe sanitaire en Inde :

À qui profite le crime ?

Avec 3 700 décès dans la seule journée de dimanche, près de 400 000 nouvelles contaminations par jour, et un bilan total officiel (volontairement sous-estimé) de plus de 205 000 morts du Covid, l'Inde bat aujourd'hui tous les records de la crise sanitaire. Dans ce pays où la l'incinération des défunts est courante, on en est à organiser des bûchers collectifs en pleine rue.

En janvier dernier le chef du gouvernement indien, leader de l'extrême droite religieuse hindouiste, Narendra Modi, déclarait que l'Inde avait contenu le coronavirus, que la crise était passée et son pays un modèle. En ce début d'année le gouvernement indien n'était occupé qu'à envoyer sa police contre les paysans qui avaient investi la capitale New Dehli pour protester contre une loi qui les ruinait au profit des magnats de l'agro-alimentaire.

Le gouvernement d'extrême droite et les milliardaires

L'ampleur de la catastrophe sanitaire en Inde serait-elle seulement le résultat de l'irresponsabilité meurtrière d'un chef de gouvernement, singeant à sa façon un Donald Trump niant la gravité du virus, mais dans un pays tellement plus grand et tellement plus pauvre ? En partie seulement.

Car l'Inde n'est pas un monde à part, un pays pauvre où la maladie frapperait comme une fatalité. L'Inde n'est qu'une partie de notre monde riche, où les contrastes sociaux sont les plus exacerbés. Les fortunes des quelques milliardaires indiens, le patron de Mittal (acier), de Reliance Industrie (pétrole, téléphonie) et d'autres n'ont rien à envier aux plus riches patrons des États-Unis ou de France. Pendant qu'un ingénieur touche autour de 200 € par mois et qu'au bas de l'échelle 220 millions d'Indiens vivent avec moins de 32 roupies, soit 0,36 euro par jour.

N°1 un du vaccin et du nombre de morts

Or l'Inde est un pays moderne. Il est en ce moment même le premier producteur de vaccins du monde, qui, jusqu'à ces toutes dernières semaines, étaient essentiellement réservés à l'exportation, si rentable. Toutes les grandes compagnies du monde lorgnent sur les cohortes d'ingénieurs si peu payés que compte l'Inde, pour faire tourner leurs R&D (recherche et développement), leurs services commerciaux et leurs productions.

À l'exemple de General Electric, Hewlett-Packard, IBM, ou de Renault qui y sous-traite une partie de sa recherche, d'Air France qui y a délocalisé une bonne partie de son informatique.

Hôpitaux privés et corruption

Le budget de santé en Inde n'est que de 1,8 % du PIB du pays. Les hôpitaux publics sont officiellement gratuits mais ne représentent qu'un peu plus de 37 % de l'ensemble des hôpitaux indiens, où le nombre de lits, de places en réanimation et de ventilateurs sont insuffisants, même en temps normal. Quant au secteur privé, toujours très cher, c'est la course éperdue aux profits, accompagnée d'une corruption à tous les niveaux qui atteint le summum en cette période de pandémie.

Résultat : deux ou trois malades par lit à l'hôpital public, pour ceux qui ont la chance de pouvoir y entrer ; pour être pris en charge dans un hôpital privé, c'est au départ un dépôt de 100 000 roupies (1 100 euros) qu'il faut verser, soit huit fois le salaire mensuel d'un ouvrier, plus 20 000 roupies (près de deux mois de salaire) pour le transport du malade, et la bonbonne d'oxygène au marché noir se vend 40 000 roupies (50 fois son prix).

L'hypocrisie des grandes puissances

Aujourd'hui une trentaine de pays auraient décidé d'aider l'Inde. Il faut voir comment. La Russie a envoyé 1,5 million de doses de vaccin Sputnik V pour un pays de 1,3 milliard d'habitants. La Grande-Bretagne, une cargaison de ventilateurs. Et la France s'est fendue d'un avion de matériel. Le chargement d'un seul avion, au moment même où est ouverte une plainte en corruption pour les pots-de-vin versés en 2016 pour la vente de 36 avions Rafale, des avions de guerre ceux-là, vendus par Dassault au gouvernement indien pour 7 milliards d'euros.

**Lisez et contactez l'Étincelle en ligne –
Facebook : NPA L'Étincelle – Renault Lardy**

Le 6 mai, on s'y remet !

Après la réussite du rassemblement du 8 avril à Boulogne, c'est la reprise ! Dès jeudi 6 mai, une mobilisation est prévue chez Renault et PSA, avec des rassemblements aux usines du Mans et de Douvrin, contre la casse sociale orchestrée par les constructeurs automobiles. Dans l'ingénierie, le combat continue contre l'externalisation forcée des salariés de la maintenance des moyens d'essais. Pas question de laisser la direction les vendre à P2M : Le Borgne et Calvo ne lâchent pas ? Nous non plus !

Qu'on soit Renault, PSA ou sous-traitants, les problèmes sont les mêmes. Alors disons-le tous ensemble !

Sacrifice humain

Le 20 avril, Sabine Calvo a expliqué aux collègues de la maintenance menacés d'externalisation qu'ils devaient se sacrifier pour sauver Renault, dont la situation serait catastrophique.

On le savait, ceux qui vouent un culte au capital ne sacrifient pas les bénéficiaires, mais vu qu'ils considèrent les salariés comme du bétail...

Nos vies valent plus que leurs profits !

Chacun dans sa zone

Clotilde Delbos, la directrice financière du groupe, claironne qu'en termes de liquidités Renault est dans sa « zone de confort », et même au-dessus.

De quoi rassurer les actionnaires. Mais certainement pas les salariés dont le poste est supprimé.

Cherchez l'erreur

Après son sudoku infernal, la direction a trouvé un nouveau jeu : les chaises musicales ! Les salariés ne veulent pas partir avec la RCC ? Ils n'ont qu'à se débrouiller et en trouver un autre... Mais où ?

À Lardy, 158 postes sont supprimés, mais seulement 20 sont disponibles sur *Job Opportunities*. On est censé aller voir ailleurs ? Encore une manière de nous pousser vers la porte. Les coups de pression ça suffit !

Le capitalisme en vers

Senard a annoncé un scoop : il a trouvé la « Raison d'Être » du groupe Renault ! Le résultat tient en une phrase pleine de poésie : « Renault fait battre le cœur de l'innovation pour que la mobilité nous rapproche les uns des autres ». Une envolée lyrique, mais leur mobilité, c'est de pousser les salariés vers la sortie !

Alors rapprochons-nous les uns des autres et organisons-nous contre ceux dont la seule « raison d'être » est de plaire aux actionnaires.

Know future

Luca De Meo promet de former 10 000 ingénieurs d'ici 2025 dans la « Re-Know University ».

Pourquoi ne pas commencer par former les salariés, dont de nombreux techniciens, dont les postes sont classés « gris » et qui sont poussés dehors ?

Ça chauffe dans les fonderies

Les luttes se multiplient dans les fonderies face à l'accumulation des suppressions d'emplois. Après MBF à Saint-Claude, les salariés de la SAM à Decazeville sont en grève et bloquent l'usine depuis le 15 avril, pendant que, à Caudan, les ouvriers occupent la Fonderie de Bretagne.

Tous refusent d'être passés par-dessus bord pour les profits des constructeurs, PSA et Renault, qui veulent se débarrasser des fonderies ou baisser les commandes... avec le soutien de l'État, qui va alimenter un fonds de 50 millions d'euros pour « accompagner les transitions » (c'est-à-dire les suppressions de postes !).

Les entreprises qui licencient sont nombreuses actuellement, prenant prétexte de la crise ou de la « transition écologique ». Seules les luttes feront reculer les patrons, d'autant plus si elles se coordonnent !

Beaucoup de bruit pour rien

Aux USA, Joe Biden, prétend lutter contre les inégalités en s'en prenant aux milliardaires. À croire que ces idées sont bien dans l'air du temps ! Mais à y regarder de plus près, il envisage seulement de porter les impôts sur les bénéfices de 21 à 28 %, alors que Trump les avait baissés de 35 à 21 % ! Et celui qui prétend taxer les riches prévoit d'augmenter la plus haute tranche de l'impôt sur le revenu de ... 2,6 %!

Les grands patrons, les milliardaires et leurs avocats fiscalistes peuvent dormir tranquille.

Micro-salaires pour les livreurs

Selon l'Insee, 90 % des livreurs sous statut micro-entrepreneur gagnent moins de 668 euros par mois. Et encore, c'était avant les dernières baisses de tarifs imposées par les plateformes. Les Deliveroo, UberEats et autres s'appuient sur le statut de micro-entrepreneur (anciennement « auto-entrepreneur ») pour surexploiter des salariés payés aux pièces.

Mais dans plusieurs villes, des groupes de livreurs ont commencé s'organiser pour protester contre ces bas salaires. Espérons que la colère s'étende !

Nouvelle loi anti-terroriste : surenchère sécuritaire

Après l'attentat à Rambouillet, le gouvernement a sorti des cartons une nouvelle loi anti-terroriste. En réalité, elle était déjà prête, pour agrémenter la croisade sécuritaire de Macron avant la présidentielle.

Cette loi s'ajoute à la quinzaine adoptées depuis dix ans sous prétexte de lutter contre le terrorisme, et qui empiètent toujours plus sur les libertés : état d'urgence permanent, flicage renforcé, mesures administratives pour contourner la justice... La petite dernière innove un peu en étendant la « traque algorithmique » : la surveillance d'internet.

Loi sécurité globale, loi anti-terroriste : leur campagne sécuritaire nous pollue l'atmosphère !